

TRACES
TRACES

MEHDI BEN BARKA

LE COMBAT DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Mehdi Ben Barka était enlevé le 29 octobre 1965 en plein Paris. Cinquante années après, la justice n'a pu désigner les coupables. Son fils, Bachir Ben Barka, évoque ici la mémoire du *leader* marocain sous le double aspect de ses options révolutionnaires pour le développement de son pays et de son engagement internationaliste au service de l'ensemble du Tiers monde, qui s'est concrétisé dans la prise en charge de la préparation de la conférence tricontinentale qui se tiendra en janvier 1966 à La Havane, en son absence.

MEHDI BEN BARKA, LE COMBAT DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE



BACHIR BEN BARKA *

En cette fin d'année 2015, on ne peut pas dissocier la commémoration du cinquantième anniversaire de l'enlèvement et de la disparition de Mehdi Ben Barka de celui de la tenue de la Conférence internationale des peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine de La Havane.

En effet, il y a cinquante ans, mon père, Mehdi Ben Barka fut enlevé puis assassiné parce qu'il était un militant de la lutte des peuples du tiers-monde pour leur libération et leur émancipation, et parce qu'il représentait un danger pour les intérêts menacés par ce combat. Plus particulièrement, en tant que président du Comité international préparatoire de la conférence tricontinentale, il était au cœur de

ce grand projet, tant du point de vue de l'orientation politique que l'organisation opérationnelle. La conférence allait bien se tenir à La Havane en janvier 1966, mais sans celui qui avait mis toute son énergie et ses capacités militantes à réunir toutes les conditions à sa réussite. Le 29 octobre 1965, il fut enlevé en plein jour à Paris. Depuis, il a disparu ; son sort et sa sépulture sont à ce jour inconnus.

Il était né en 1920. C'est dire s'il fut marqué par l'histoire de la première moitié du *xx*^e siècle. Celle de la lutte des peuples du Tiers monde pour leur indépendance politique, mais également pour leur émancipation de la tutelle des anciennes puissances coloniales, dans la perspective d'un réel déve-

* PRÉSIDENT DE L'INSTITUT MEHDI BEN BARKA, MÉMOIRE VIVANTE

loppement économique, social et culturel. Plus que témoin attentif de cette histoire ; il en fut un acteur de premier plan. Sa pensée et son action ont largement débordé du cadre marocain, maghrébin et arabe, pour aborder les questions fondamentales de l'époque et qui demeurent d'une brûlante actualité : indépendance et libération des peuples du Tiers monde, démocratie, droits de l'homme, justice sociale, sous-développement et construction d'une société nouvelle.

Étudiant à Alger au début des années quarante, il prolonge son engagement dans le Mouvement national marocain en y intégrant une dimension internationale, ici maghrébine ; il œuvre en particulier pour le renforcement des structures estudiantines et il devient vice-président de l'Association des étudiants nord-africains. Durant cette période, il noue des relations profondes et durables avec les futurs leaders nationalistes algériens et tunisiens. Plus tard, à l'aube de l'indépendance marocaine, il épouse la détermination de l'Armée de libération de son pays à continuer la lutte, aux côtés des combattants algériens, jusqu'à la libération de l'ensemble du Maghreb. Cette détermination fut consacrée lors de la conférence de Tanger en avril 1958 qui réunit les partis de l'Istiqlal (Maroc), le FLN

(Algérie) et le Néo-Destour (Tunisie) et à laquelle il participe. Cette vision internationaliste ne l'a plus quitté. Profondément attaché à ses principes, il n'hésita pas à dénoncer la guerre des frontières entre le Maroc et l'Algérie en octobre 1963, la considérant comme une agression contre la révolution algérienne. Cela lui valut d'être condamné à mort une première fois au Maroc, par contumace.

En 1955, il fait partie de la délégation du parti de l'Istiqlal aux pourparlers d'Aix-les-Bains avec le gouvernement français qui aboutiront à l'indépendance du Maroc. Quelques années plus tard, dans un rapport interne à son parti qui sera publié juste avant sa disparition sous le titre d'« *Option révolutionnaire au Maroc* », il analysera dans une autocritique franche et responsable les erreurs du mouvement national marocain durant ces pourparlers :

« [...] C'est au bout de cette évolution qui a mis objectivement à l'ordre du jour le rôle et les objectifs des masses laborieuses citadines, la nécessité de leur liaison avec les masses paysannes, le problème de la violence, non dans un cadre étroit, mais dans une perspective anti-colonialiste de plus en plus large, qu'est intervenu le compromis d'Aix-les-Bains.

« [...] Pourquoi le mouvement de libération nationale, dont

nous étions tous parmi les dirigeants, n'avait pas compris et fait comprendre aux militants la raison fondamentale, les problèmes essentiels de l'exploitation coloniale, et par conséquent les exigences d'une réelle libération ?

« [...] L'histoire nous avait donné tous les moyens de faire le travail de clarification que nous devons faire en tant que révolutionnaires. Le compromis que nous avons passé avec le colonialisme, l'avons-nous présenté comme un compromis ? C'est-à-dire un accord par lequel nous avons à la fois gagné et momentanément perdu. »¹

Nous sommes ici au cœur de sa réflexion sur le néocolonialisme et sur les dangers que ce dernier recèle pour les pays africains nouvellement indépendants ou en lutte pour leur indépendance ainsi que sur la capacité de l'impérialisme à s'ingénier à vider cette indépendance de son contenu de libération véritable.

Dans un entretien avec Robert Barrat, à la suite de la 2^e conférence des peuples africains de Tunis en janvier 1960, où il avait présenté un rapport sur la décolonisation et le néocolonialisme, il précisait :

« [...] Ne faut-il pas mettre en garde les pays en voie de libération contre une reconduction du système colonial soit par le moyen de conventions léonines, soit à travers des gouvernements préfabriqués, soit enfin par des moyens très subtils de pression directe ou indirecte, s'appuyant sur des éléments rétrogrades, semi-féodaux, armée mercenaire, grands bourgeois compradors ou politiques corrompus alliés aux intérêts colonialistes. »²

Au moment où un certain nombre de pays africains commençaient à obtenir leur indépendance, un premier constat s'imposait. Parallèlement au maintien du système colonial par la violence face aux luttes de libération nationale, se mettaient déjà en place les mécanismes politiques, institutionnels et économiques qui allaient permettre la continuation de l'exploitation des richesses minières, agricoles, culturelles et intellectuelles des anciennes colonies.

Dans ce constat, Mehdi Ben Barka s'interrogeait sur le contraste du temps assez long qui a abouti à l'indépendance des pays du Sud-Est asiatique, du Moyen-Orient, de l'Afrique

¹ Mehdi Ben Barka, *Option révolutionnaire au Maroc*, Maspero, Paris 1966 et in *Écrits politiques 1957-1965*, Paris, Éditions Syllepse, 1999.

² Robert Barrat, « L'unité difficile », in *Témoignage chrétien*, Paris 1961.

du Nord et de celui assez court qui avait vu naître les États du reste de l'Afrique. De même liait les répercussions structurelles de ce phénomène sur les bases de l'impérialisme mondial et le capitalisme.

En fait les puissances coloniales s'adaptent à la nouvelle donne créée par la conférence de Bandung en 1955 et jetaient la base de la reprise en main des anciennes puissances coloniales. Dans un article pour *La revue africaine* intitulé « L'Afrique au-delà de l'indépendance », il écrivait :

« [...] Nous pouvons cerner avec une certaine précision ce que nous nommons néocolonialisme : il s'agit de cette politique qui accorde de cœur léger l'indépendance politique et, au besoin, crée des États factices dont l'indépendance n'a aucune chance de devenir réelle – la conséquence en sont la balkanisation de l'Afrique, la création et l'exaspération de faux conflits interafricains ; et d'autre part propose une « coopération » dont le but est une prétendue prospérité [...] dont les bases objectives sont en dehors de l'Afrique [...].

[...] Le temps où la revendication pure et simple était

progressiste est révolu. La seule revendication révolutionnaire est le développement réel, total et harmonieux de l'Afrique. »³

D'abord en 1960, puis en 1963, Mehdi Ben Barka a été contraint à l'exil pour être impliqué dans de prétendus complots contre le pouvoir marocain (ce qui lui valut une seconde condamnation à mort en 1964, encore par contumace). Durant cette période, il ne séjourne que 13 mois au Maroc, entre mai 1962 et juin 1963. Il se consacre presque entièrement à la solidarité afro-asiatique et tricontinentale. Il œuvre alors, au nom de son parti, l'Union nationale des forces populaires (UNFP), à approfondir les liens de solidarité avec les différents mouvements de libération nationale dans le monde et avec leurs dirigeants. Il devient l'interlocuteur de Nasser et Sékou Touré, Ho Chi Minh et Castro, Mandela et Osendé Afana. Après avoir présidé la Commission sur le néocolonialisme de la conférence des peuples africains, tenue au Caire en mars 1961, il est élu au secrétariat permanent de l'Organisation de solidarité des peuples afro-asiatiques (OSPAA), dont le siège est au Caire et qui regroupe les représentants des mouve-

³ Mehdi Ben Barka, in *Écrits politiques 1957-1965*, Paris, Éditions Syllepse, 1999.

ments de libération et des partis progressistes et révolutionnaires de ces deux continents.

Ses qualités d'organisateur sont reconnues, il présidera par la suite « la commission d'organisation » dans toutes les réunions de l'OSPAA. Cela lui procure une profonde connaissance et une expérience inégalable des affaires de l'organisation et de ses membres, mais également de ses secrets et des différents conflits qui la traversent, plus particulièrement le conflit sino-soviétique, le conflit sino-indien et un peu plus tard le conflit sino-cubain.

L'OSPAA crée un fonds de solidarité destiné à aider en argent et en matériel toutes les organisations en lutte contre le colonialisme et ses séquelles. La vice-présidence (en fait la responsabilité effective) en est confiée à Mehdi Ben Barka, solution qui permet de surmonter la tension sino-soviétique qui commence à se manifester publiquement à l'époque (la Chine et l'URSS étant coprésidentes de ce comité).

Dès la création de l'OSPAA, la nécessité d'étendre la solidarité à un troisième continent, l'Amérique latine, est fortement ressentie. Deux événements majeurs vont permettre de rendre réalisable ce souhait : la révolution cubaine en 1959 et l'indépendance de l'Algérie

en 1962. La Havane et Alger sont devenues deux pôles de la révolution mondiale, accueillant et soutenant les mouvements révolutionnaires des trois continents. Aussi bien dans le rapport d'orientation qu'il propose au 2^e congrès de son parti, l'UNFP, (qui ne sera pas accepté et qu'il publiera avant sa disparition sous le titre d'« Option révolutionnaire au Maroc ») que lors de meetings, il insiste sur les deux axes prioritaires – à son avis – sur lesquels doit s'appuyer la solidarité internationale, dans le cadre du combat contre le néocolonialisme et la réaction : le soutien à la révolution algérienne et à la révolution cubaine.

« [...] Nous savons que les révolutions ne restent pas emprisonnées dans leurs pays. Nous pouvons comparer les révolutions du Maghreb et de Cuba à des flambeaux qui éclairent ici le continent africain et là-bas le continent d'Amérique latine. Car ces deux révolutions ont montré que les conditions de la victoire existent, et que le succès de la révolution ouvre la voie devant beaucoup de peuples encore sous domination coloniale. C'est un point de départ des mouvements révolutionnaires dans l'ensemble des deux continents : l'Afrique et l'Amérique latine.

« [...] Certains camarades s'étonnent peut-être de notre

comparaison entre les deux continents africain et latino-américain surtout que les pays d'Amérique latine sont tous indépendants. Ils ont des gouvernements, des drapeaux, des ambassadeurs et des représentants aux Nations unies. De plus, 80 % des habitants d'Afrique sont devenus indépendants ces dernières années. Ils ont également des gouvernements, des drapeaux, des ambassadeurs et des représentants aux Nations unies...

« Mais, malgré tout cela, nous continuons de parler d'un colonialisme ici et d'un autre là-bas. C'est que le colonialisme a pris une couleur nouvelle depuis des années. C'est-à-dire depuis que l'Asie et des pays d'Amérique latine sont devenus indépendants tout en restant sous la domination du capital étranger qui fait les gouvernements et les armées à sa guise. Et chaque fois qu'il lui apparaît qu'un gouvernement a dévié de ses plans, ou qu'il ne suit pas la politique dictée par les sociétés qui sucent le sang de ces peuples, alors il change un général par un autre, ou un gouvernement par un autre qui sert docilement les intérêts colonialistes dans ce continent.

« Il en est de même ici en Afrique. Lorsque le colonia-

lisme a réalisé que l'ensemble de l'Afrique s'orientait vers l'indépendance, et que tous ses pays revendiquaient cette indépendance, il s'est alors inspiré des leçons de ce qui se passe en Amérique latine. Les dirigeants des colonies "traditionnelles" qu'étaient la France, l'Angleterre et la Belgique se sont interrogés : "Pourquoi ne pas créer une Amérique latine à nous ? Puis mettre des gouvernements à la tête des pays indépendants, à condition de choisir ceux à qui nous allons donner le pouvoir de telle sorte qu'ils ne soient qu'un instrument qui sert nos intérêts."

« [...] La situation du colonialisme en Afrique aujourd'hui est donc une copie de celle qu'a connue l'Amérique latine depuis cent ans, et que la révolution cubaine commence à menacer. La signification de tout cela est qu'il y a une grande bataille dont nous devons prendre conscience. Le danger qui menace la révolution cubaine est le même qui menace constamment celle du Maghreb. Les deux révolutions ont le même sens. »⁴

La concrétisation de l'extension de la solidarité afro-asiatique à l'Amérique latine va être accélérée lors du séminaire afro-

⁴ Intervention au rassemblement populaire de Rabat, le 1^{er} novembre 1962, à l'occasion de l'anniversaire de la révolution algérienne.

asiatique d'Alger en février 1965 où une forte délégation cubaine est présente, menée par Che Guevara. Mehdi Ben Barka y est également présent. Avec Ben Bella, tous les trois posent les bases politiques et organisationnelles de la conférence tricontinentale.

Bien sûr, la solidarité des peuples des trois continents devra se manifester principalement dans le combat anti-impérialiste ; la priorité sera cependant donnée au soutien du peuple vietnamien qui commence à subir durement l'escalade des États-Unis d'Amérique. La solidarité avec Cuba reste également un souci prioritaire.

À ces objectifs clairement identifiés, résonnera en écho le discours de Che Guevara : « *Il faut créer deux, trois Vietnam* ». La solidarité internationale se concrétise par l'affaiblissement de l'impérialisme en l'amenant à s'éparpiller sur plusieurs fronts de lutte, qu'elle soit politique ou armée.

C'est en mai 1965, à la quatrième conférence plénière de l'OSPAA, tenue au Ghana, qu'est prise la décision de fixer la date et le lieu de ce qui sera « la conférence internationale de solidarité des peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine » : elle se tiendra à La Havane en janvier 1966.

Une autre décision est prise : la composition du comité préparatoire chargé de l'organiser, ainsi que la présidence de ce comité qui est confiée à Mehdi Ben Barka, reconnaissant ainsi ses capacités d'organisateur, de négociateur ainsi que sa parfaite connaissance de la situation des différents mouvements de libération et partis progressistes et révolutionnaires ; de plus, il est l'arbitre indispensable entre Moscou et Pékin.

L'été 1965, il multiplie les voyages à Cuba et en Asie, notamment en Chine et au Japon (à Nagasaki il intervient dans le cadre de la conférence contre les armes nucléaires). En septembre 1965, l'ordre du jour de la Tricontinentale est arrêté, et un appel mondial signé par Mehdi Ben Barka est lancé en faveur de la conférence. Les grandes lignes définies à Alger s'y trouvent développées :

« La solidarité entre les peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine est déjà une réalité fermement établie depuis longtemps.

« [...] Il existe déjà un lien étroit entre les peuples des trois continents. Tous ont dû affronter les mêmes problèmes. Tous ont été menacés par les mêmes dangers de l'oppression, l'agression et l'intervention armée.

« [...] Les peuples des trois continents éprouvent profondé-

ment le besoin de solidarité qui doit exister entre eux ainsi que la nécessité de coordonner leur lutte contre l'ennemi commun : l'impérialisme yankee.

« [...] Nos peuples qui pendant de longs siècles ont souffert de l'exploitation et de l'humiliation, condamnés à être des pays arriérés, possèdent cependant de grandes ressources exploitées seulement jusqu'à ce jour pour assurer l'opulence et le bien-être des impérialistes exploiters, c'est-à-dire une minorité privilégiée. Nous sommes décidés à mettre fin à ces anomalies qui ont été à l'origine de nombreux fléaux dont a souffert l'humanité pendant longtemps. Il n'existe pas de force supérieure à celle des peuples quand ceux-ci décident d'être libres et indépendants et veulent obtenir la paix. »⁵

La conférence tricontinentale se tiendra à La Havane en janvier 1966, sans celui qui œuvra tant pour son succès et sans atteindre tous les objectifs que s'étaient fixés ses architectes : Fidel Castro, Ahmed Ben Bella, Che Guevara et Mehdi Ben Barka. L'un des buts de cette conférence, en plus de mettre sur pied les bases de la solidarité active des peuples des trois

continents, était de réunifier cette action sous l'égide d'une seule organisation : l'Organisation de solidarité des peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine (OSPAAAL). Cette organisation fut bien fondée, mais sans les réels moyens politiques et matériels nécessaires à sa réussite. L'OSPAA poursuivit son action depuis Le Caire et une Organisation de solidarité latino-américaine (OLAS) vit le jour à La Havane.

Devenu la cible principale des forces qui s'opposaient à ce combat, Mehdi Ben Barka fut interpellé le 29 octobre 1965 à Paris par deux policiers français.

Il est évident que son enlèvement et son assassinat ont constitué l'aboutissement d'un complot visant à éliminer l'un des symboles, l'élément moteur et fédérateur de la lutte de libération et d'émancipation des peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine.

Les centres de décision de son élimination ainsi que les exécutants du crime ont été à la mesure de l'envergure de la victime et du danger qu'il représente pour eux.

La responsabilité politique de l'éliminer est située au sommet du régime marocain. Pour l'exécution et les complicités,

⁵ Mehdi Ben Barka : in *Recueil de textes*. CETIM, Collections « Pensée d'hier pour demain », Genève 2013.

on trouve un ministre marocain de l'Intérieur en exercice, son directeur de la sûreté nationale et ses adjoints ; on trouve des agents de services officiels français mais également des membres de polices plus ou moins parallèles, des officiers de police mais aussi des truands et des gangsters, avec la connivence et le soutien logistique des services secrets israéliens et américains.

Ce crime fut ressenti douloureusement par le peuple marocain et l'opinion dans le monde.

Cinquante ans après, la convergence d'intérêts qui a permis l'accomplissement du crime se poursuit encore. La raison d'État, qu'elle soit française, marocaine

ou autre, reste un obstacle majeur à l'établissement de toute la vérité sur son sort, empêchant la justice d'accomplir son travail d'investigation.

Aujourd'hui, c'est avec la même détermination et la même opiniâtreté que la famille de Mehdi Ben Barka, son avocat, M^e Maurice Buttin, et tous ses amis mènent le combat pour la vérité et la justice. Ce combat serait incomplet s'il n'était accompagné d'un travail de mémoire. Mieux connaître la pensée et l'action de Mehdi Ben Barka donnerait les clés pour analyser les enjeux des luttes menées il y a cinquante ans et leurs répercussions aujourd'hui.